

# ernements es temps »



certaines droits, via la déchéance de droits fondamentaux prévue à l'article 18 de notre Constitution. C'est extrêmement problématique, bien sûr. Cependant, je suis en faveur d'un processus graduel, car cela donne la possibilité aux autres membres du parti de se réorienter. Pour moi, l'argument selon lequel il ne faudrait pas interdire l'AfD car cela en ferait un martyr est erroné, car c'est une position dans laquelle les représentants de ce parti se placent de toute façon déjà.

**Comment la démocratie doit-elle réagir face aux populistes ? Rendre tabous certains sujets comme l'immigration ne constitue visiblement pas la bonne solution. Dans le cas de l'AfD, cela n'a fait que renforcer le parti.**

D'un point de vue empirique, ce diagnostic selon lequel certains sujets seraient devenus tabous me paraît faux. Par exemple, Angela Merkel a déclaré ouvertement en 2010 que le multiculturalisme avait échoué, Thilo Sarrazin (ancien ministre allemand des Finances, auteur d'un livre polémique sur l'immigration musulmane en Allemagne, NDLR) était omniprésent dans le débat allemand. Où était le tabou à l'époque ? Où est le tabou aujourd'hui ?

**Les critiques émanent du fait que l'on parle trop peu des conséquences négatives de l'immigration. Il y a des limites à la capacité d'absorption, des conflits culturels, des difficultés d'intégration.** Je rappelle que dans les années 1990, Samuel Huntington a écrit un best-seller intitulé *The Clash of Civilizations*. C'est un non-sens d'affirmer que ces sujets n'ont jamais été abordés. On peut dire que les positions défendues n'étaient pas les bonnes, on peut critiquer les Verts pour avoir minimisé les défis. Mais ce jugement à l'emporte-pièce sur de prétendus tabous est tout simplement erroné. Il renforce les populistes, qui peuvent ensuite se positionner comme les grands briseurs de tabous.

**Comment doit-on donc procéder face aux populistes ?**

Il faut éviter deux extrêmes. L'un est l'exclusion totale, selon le principe : « On ne parle pas avec ceux-là ! » Car d'une part, cela appuie les populistes qui affirment que les autres n'osent même pas discuter avec eux, et d'autre part il n'est pas démocratique de priver les électeurs ayant voté pour ces partis de tout droit à la représentation.

L'autre extrême est d'imiter les populistes et de reprendre leur positionnement. On pense, avec ce genre de concession, envoyer le signal aux gens qu'on les a compris désormais. Mais cela ne fait que normaliser le populisme d'extrême droite, et le renforcer lors des élections suivantes. Parler avec les populistes, oui, mais cela ne signifie pas pour autant de parler comme eux.

**Vous estimez qu'il y a dans le populisme une tendance anti-démocratique. Pensez-vous que l'essor des populistes menace la démocratie ?**

Tous les défis démocratiques ne sont pas des crises. Il y a toujours eu des défis, des mécontents. Ce n'est pas une raison de paniquer. Cependant, dans certains pays, on observe des tentatives d'entrave à l'alternance du pouvoir : dans ce cas, c'est une véritable crise, c'est-à-dire, selon le sens initial du terme, un moment où il est question de vie ou de mort. Pensez à l'assaut du Capitole, au soulèvement des partisans de Bolsonaro au Brésil, ou à la tentative du président sud-coréen de proclamer la loi martiale et de réduire l'opposition au silence. Ce sont de véritables crises : la démocratie peut véritablement mourir, ou pour être plus précis, être assassinée. Mais ce n'est pas une « crise de la démocratie » globale en tant qu'idée politique, comme si l'on savait que la population mondiale préférerait désormais des gouvernements autoritaires. Le penser constitue une forme dangereuse de défaitisme politique.

## Meurtre du président de la Sicile : comment la justice a levé un mystère vieux de 45 ans



Le parquet de Palerme a repris l'enquête sur le meurtre de Piersanti Mattarella et a réinterrogé différents collaborateurs de justice. Cela a conduit à l'inscription au registre des prévenus de deux mafieux. Tous les deux sont en prison depuis plus de 30 ans, condamnés pour d'autres homicides.

la Repubblica



Antonino Madonia et Giuseppe Lucchese condamnés à perpétuité. © D.R.

SALVO PALAZZOLO

Quarante-cinq ans après, on peut donner un nom à l'homme qui a vidé le barillet de son calibre 38. sur Piersanti Mattarella, le gouverneur qui voulait réformer la Sicile et la politique, et frère de l'actuel président de la République, Sergio Mattarella : il s'agit d'Antonino Madonia, un parrain mafieux. Désormais, on connaît aussi le nom du tueur qui conduisait la Fiat 127 dans laquelle il a fui : Giuseppe Lucchese, autre chouchou des Corleonesi. La Coupole, soit le sommet de Cosa Nostra (mafia sicilienne), a choisi deux fidèles tueurs à gages issus de familles alliées pour exécuter le président de la Région, qui tentait de démanteler ce groupe de pouvoir constitué de mafieux, de politiques et de chefs d'entreprise.

Comme déjà évoqué dans *La Repubblica*, le parquet de Palerme est en train de lever l'un des plus grands mystères italiens, au prix d'un travail acharné depuis six ans. Le parquet et les différents corps de police impliqués ont passé au crible l'enquête qui a démarré le 6 janvier 1980 et réinterrogé des dizaines de personnes repenties. Ils sont remontés au registre des personnes mises en examen sur lequel sont inscrits les parrains Antonino Madonia et Giuseppe Lucchese, qui avaient à l'époque 28 et 22 ans.

Ce sont eux qui auraient agi ce jour-là et non pas Giusva Fioravanti et Gilberto Cavallini, des terroristes néofascistes des Noyaux armés révolutionnaires (NAR), contrairement à ce que pensait le juge Giovanni Falcone. Les deux membres du NAR ont été définitivement acquittés.

**Un gant de cuir introuvable**

L'enquête se resserre désormais autour des deux parrains, qui sont derrière les barreaux depuis des années : Madonia et Lucchese ont été condamnés à perpétuité, respectivement en 1989 et 1990, pour avoir commis des dizaines d'homicides. Ensemble, ils ont tiré sur le préfet Carlo Alberto dalla Chiesa, le 3 septembre 1982. C'étaient les deux tueurs de confiance de Totò Riina : Madonia, le fils de « don Ciccio », rejeton de l'une des familles mafieuses les plus puissantes, les Resuttana, et Lucchese, étoile montante de la famille des Ciaculli.

Un crime mafieux, en somme. Mais

Antonino Madonia reste le plus mystérieux des tueurs aux ordres de Totò Riina : en 1971, à 18 ans, il fut arrêté avec son père Francesco, sur le terrain duquel 400 bâtons de dynamite avaient été retrouvés, à Pallavicino, à l'ouest de Palerme. Des explosifs du même genre avaient servi pour les attentats à la bombe de la nuit du Nouvel An 1970 contre des organismes publics. Selon les enquêtes de l'époque, les mafieux étaient les exécutants d'une stratégie de la terreur déployée par la droite radicale. C'est donc un autre mystère palermitain, alimenté par les conversations de Riina interceptées il y a quelques années en prison : « Ces Madonia-là étaient de mèche avec les services secrets... Ce n'étaient pas des espions, mais ils étaient en contact avec l'un des services. »

**Obstruction à l'enquête**

Des mystères qui s'accumulent et continuent à peser sur cette enquête. La relecture des procès-verbaux par les équipes judiciaires et policières a rapidement fait émerger la piste des tueurs : un gant de cuir avait été oublié dans la Fiat 127 blanche retrouvée non loin du lieu de l'embuscade, sur la rampe d'un garage de la via De Cristofari. Le propriétaire de cette Fiat, à qui elle avait été volée la veille, avait été formel avec la police : « Ce gant ne m'appartient pas. » Il était donc à l'un des tueurs.

Les magistrats se sont précipités au bureau chargé de conserver les preuves afin de récupérer la pièce à conviction et y chercher des traces d'ADN. Mais le gant est introuvable, et plus le temps passe, plus la conviction qu'on l'a fait disparaître s'affermir. Qui ? Et quand ? En tout cas, le premier procès-verbal dressé par la police et les carabinieri est peu crédible, compte tenu des tuyaux improbables qui ont mené à un tueur à gages issu de l'extrémisme de gauche, soit la même piste que celle fournie au préfet de police par l'ancien maire mafieux de Palerme, Vito Ciancimino. Une obstruction à l'enquête en bonne et due forme destinée à couvrir les véritables tueurs et qui, une fois détricotée, pourrait ouvrir de nouvelles perspectives sur les rapports entre Cosa Nostra et les institutions étatiques qui s'étaient détournées de leurs fonctions premières. Toutes avaient intérêt à ce que l'on élimine Piersanti Mattarella, ainsi que d'autres cibles.